

Kathleen Lahey

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Communauté européenne ont systématiquement mis en évidence l'existence d'une corrélation étroite entre l'égalité des sexes, la croissance économique et la stabilité économique. Compte tenu du fait que le Canada est celui des pays de l'OCDE qui a soutenu le moins les services de garde des enfants et d'éducation de la petite enfance, et qu'il s'affaire à supprimer ou à annuler une gamme d'autres mesures importantes de soutien de la participation économique des femmes, la mesure la plus favorable à la croissance qu'il pourrait prendre maintenant serait de financer un programme national accessible et abordable de garderie et d'appliquer simultanément la discrimination positive à l'égard des femmes dans l'attribution des emplois et des contrats. La viabilité économique des femmes est essentielle à la stabilité économique individuelle et à celle des ménages, au bien-être et à la croissance économique nationale. Ne pas prendre ces mesures essentielles signifie priver le Canada des taux de croissance et des tendances dont il a profité auparavant et dont il pourrait bénéficier facilement à nouveau.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Les entreprises canadiennes accumulent l'argent à des taux sans précédent, encouragées à ce faire par des mesures comme des taux inhabituellement faibles d'imposition des sociétés, des crédits d'impôt pour dividendes et des subventions en matière de recherche et de développement, autant de choses qui les incitent à s'asseoir sur leur argent jusqu'à ce que des possibilités viennent s'offrir facilement à eux. Le taux d'investissement des entreprises est demeuré faible malgré la supposée reprise économique, simplement parce que tant et aussi longtemps que leurs bénéfices importants après impôt vont permettre aux entreprises de garder leurs actionnaires heureux avec des augmentations graduelles des crédits d'impôt pour dividendes et des dividendes donnant droit à crédit d'impôt, les actionnaires ne se soucieront pas du tout du manque d'investissements innovateurs et favorisant la croissance, et donc les entreprises canadiennes non plus. Ce facteur majeur est renforcé par l'absence de représentation égale des sexes au sein des conseils d'administration des entreprises, parmi les directeurs généraux et chez les employés de première ligne. L'augmentation du fardeau fiscal des sociétés stimulera la recherche du profit; l'application des crédits d'impôt pour emploi stimulera la création d'emplois; et la mise en place de mesures de protection solides en milieu de travail cimentera la loyauté des employés et le perfectionnement professionnel.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

La suppression des obstacles à l'emploi continu et au travail indépendant après l'âge de 65 ans devrait être une priorité, mais non au prix de l'élimination de mesures de soutien vitales des personnes à faible revenu, comme la pension de Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti. Mais du même souffle, il faut absolument intégrer les jeunes dans l'emploi rémunéré et s'assurer qu'ils ont également des possibilités sans discrimination fondée sur le sexe, la race ou d'autres caractéristiques. Ces possibilités doivent consister notamment à libérer les jeunes travailleurs du fardeau croissant des prêts étudiants; personne au Canada ne devrait avoir à payer une taxe si élevée pour pouvoir se joindre à la société adulte. Le système actuel de transfert fiscal est gravement faussé en faveur des contribuables à haut revenu; le partage des revenus de pension transfère près de 500 millions de dollars en prestations additionnelles de pension de Sécurité de la vieillesse et de Supplément de revenu garanti entre les mains des contribuables au plus haut revenu, tandis que les jeunes, les femmes âgées et ceux qui vivent dans la pauvreté ont désespérément besoin de cette aide.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

La discrimination sexuelle continue dans toutes les formes de relations économiques a privé artificiellement près de la moitié de la population du Canada – soit les femmes – de l'accès aux bassins de capital, aux postes de direction, aux activités innovatrices et au travail indépendant, et aussi aux secteurs scientifiques qui génèrent le plus souvent l'innovation, et par conséquent la productivité, sans oublier les postes de décideurs politiques pouvant favoriser l'égalité d'accès aux ressources productives. En même temps, l'accent continu sur les dépenses d'infrastructure physique, combiné au manque de dépenses d'infrastructure sociale et de développement, a créé un immense déséquilibre des formes d'innovation et de développement qui se produisent au Canada. Partout où les industries des ressources naturelles se mettent à dominer, les salaires des hommes montent en flèche tandis que ceux des femmes diminuent, les possibilités offertes aux femmes, les ressources en matière d'éducation et de services de garde diminuent, et la discrimination sexuelle émerge, accompagnée de l'augmentation de la violence sexuelle. L'examen approfondi de sociétés comme celles de la Suède et de la Norvège qui se sont attaquées à ces problèmes complexes avec beaucoup plus de succès que le Canada offre d'excellents modèles pour les formes d'innovation sociale et économique qui vont renforcer la productivité.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Les femmes, les jeunes, les Autochtones, les immigrants et les personnes handicapées connaissent les plus grandes difficultés dans la société canadienne d'aujourd'hui. Le plus gros problème est la croissance du taux de pauvreté dans notre pays riche, auquel s'ajoute l'échec manifeste du développement des pleines capacités de tous nos gens au moyen de programmes efficaces de perfectionnement des ressources humaines, sans oublier l'incapacité de percevoir qu'on prive littéralement des générations de

Canadiens de l'égalité des chances. L'accent continu que le gouvernement actuel met pour favoriser la croissance du produit intérieur brut (PIB) aux dépens de toutes les formes de programmes de santé, d'éducation, d'aide sociale et de perfectionnement menace de laisser le Canada derrière les autres pays, qui découvrent que la qualité générale de la vie humaine est tout ce qui compte vraiment, incluant la qualité de l'environnement, la stabilité des possibilités économiques et la garantie d'accès pour tous.